

Contrat de filière régionale musiques actuelles

Cadre de contrat– type

Le présent document vise à aider à la rédaction d'un contrat de filière régionale musiques actuelles.

Il est à relier à celui relatif à la méthodologie permettant d'engager sa mise en œuvre.

Légende utilisée/

- Texte du contrat
- Exemples
- Informations et recommandations

IL EST CONVENU :

ENTRE

L'État, représenté par M.XXXXX, Préfet de la Région XXX ,
ci-après dénommé l'État,

Et

Le Centre national de la chanson des variétés et du jazz- CNV, représenté par Monsieur XXXX ,
Président du CNV,
ci-après dénommé le CNV,

Et

Le Conseil Régional XXX représenté par M XXXXX , Président du Conseil Régional de XXXXX ,
ci-après dénommé le Conseil régional,

[et autres collectivités s'il y a lieu]

[Visas à faire figurer]

Vu la convention de l'UNESCO relative à la « protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles » du 20 octobre 2005, ratifiée par la France le 5 juillet 2006,

Vu le Règlement (UE) n ° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, notamment son article 53, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité instituant la Communauté Européenne,

Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour

la période 2014-2020

Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020

Vu la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dit loi NOTRe, notamment les articles 103,

Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment son article 3,

Vu le décret n° 2002-569 du 23 avril 2002 relatif au Centre national de la chanson, des variétés et du jazz, modifié par le décret n°2017-255 du 27 février 2017 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2010-633 du 8 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1111-4, L4221-1 et L4211-1 *[ajouter d'autres articles si besoin]*

[Ajouter d'autres visas si besoin]

Vu la commission permanente XXXX.....

Préambule

[Texte devant figurer dans le préambule]

Le présent contrat de filière, établi entre l'État (Préfecture de la Région - Direction régionale des Affaires culturelles), et l'Établissement Public Centre national de la chanson, des variétés et du jazz- CNV, d'autre part) et la Région *[et d'autres collectivités si besoin]*, a pour objectif de définir le partenariat entre les signataires ainsi que les actions en faveur du soutien et du développement de la filière des musiques actuelles au plan régional. Chaque action pourra être amenée à évoluer pendant la durée du contrat.

Il définit les nouvelles mesures en faveur des acteurs de la filière, mesures conjointes qui s'ajoutent sans se substituer aux différents dispositifs d'aides existants mis en place par chacun des signataires.

L'État assure des missions de veille, de contrôle et de régulation de la filière musiques actuelles selon un principe de diversité des initiatives artistiques et culturelles, de solidarité notamment interprofessionnelle et d'équité territoriale dans le respect des objectifs du développement durable et

des droits culturels.

Par ce contrat de filière, l'État et son Établissement public, le CNV, défendent une nouvelle forme d'approche territoriale prenant en compte l'émergence de nouveaux métiers et de nouvelles manières d'entreprendre, tenant compte des engagements liés à la responsabilité sociale des acteurs culturels en lien avec l'évolution des pratiques artistiques et culturelles. L'État considère que la chaîne artistique, culturelle et économique doit se développer et s'organiser (complémentarité, coopération, solidarité et redistribution) sur les territoires et plus particulièrement à l'échelle régionale afin d'être en adéquation avec les dynamiques et les pratiques des acteurs composant la filière.

La Région voit son rôle conforté comme interlocuteur privilégié de l'État. L'évolution législative et réglementaire renforce l'intervention sur les compétences partagées entre l'État et les collectivités relatives à l'aménagement du territoire et à son équité, à la lutte contre la fracture numérique, l'éducation populaire, l'aide à la création dans le respect des objectifs du développement durable et des droits culturels.

[À compléter par les autres partenaires en présentant de manière synthétique leurs orientations de politiques publiques.

Le contrat de filière doit s'apprécier au regard de l'action portée par la commission européenne sur la musique et le numérique]

Article 1 : l'objet du contrat

[Texte ci-dessous devant figurer dans le contrat de filière et commun à l'ensemble des territoires]

L'objet du contrat de filière consiste à regrouper et à prendre en considération les différents acteurs de la filière Musiques actuelles afin de les relier dans une dynamique commune de développement au service des artistes, des populations et du territoire.

Le contrat de filière à vocation stratégique et prospectif a une double entrée :

- Territoire et population
- Développement de la filière musiques actuelles

Article 2 : le contexte territorial

[Cet article fait état des caractéristiques du territoire et du développement culturel régional des musiques actuelles. Il expose l'historique des relations entre les différents acteurs et évoque les dispositifs s'inscrivant dans les politiques publiques menées (ex : soutien aux labels phonographiques, SMAC, coproduction, résidences, conservatoires, ...).

Il peut faire état aussi des éléments saillants qui ressortent de travaux d'observation (études) ou/et de concertations menées antérieurement avec les acteurs.

Les précédentes contractualisations comme le Contrat de Plan Etat-Région (CPER) et éventuellement les conventions CNV devront être évoquées.

Il peut signaler le ou les diagnostics effectués en amont et le travail d'observation qui pourrait permettre d'appréhender, s'il y a lieu, dans sa globalité les contours de la filière musiques actuelles.

Il peut faire état d'enjeux ou d'engagements spécifiques du territoire dans la recherche d'un développement durable tels que circuits courts, énergies renouvelables, biodiversité locale etc.

Article 3 : l'observation et le diagnostic

Le contrat pose le principe d'un diagnostic partagé, embrassant toute la filière régionale et à partir

duquel sont identifiés les manques, les besoins et les enjeux stratégiques communs déclinés dans le présent contrat à l'article 4.

Article 4 : L'identification de la filière régionale des musiques actuelles

Pour identifier la filière, il est nécessaire de préciser la chaîne de valeur au-delà d'une entrée strictement économique.

Le contrat de filière doit permettre d'identifier précisément les éléments de la chaîne de valeur dans ses dimensions, artistique, culturelle, environnementale et économique au regard de sa structuration « métiers ».

La chaîne de valeur peut couvrir les éléments suivants :

- *ce qui contribue au développement humain et à pérenniser son progrès*
- *ce qui est donné comme un idéal à atteindre ensemble, comme quelque chose à défendre,*
- *ce qui est reconnu comme digne d'estime sur le plan moral, intellectuel et professionnel*
- *ce qui produit l'effet voulu via de la méthode posée et les enjeux définis*
- *ce qui caractérise les conditions requises pour optimiser la contractualisation*
- *ce qui contribue à ajouter de la qualité à l'approche quantitative*
- *ce qui apporte une plus-value économique, artistique et culturelle sur les territoires dans une dynamique collective*
- *ce qui contribue à la durabilité des territoires, notamment en termes d'économies d'énergie, de déplacements, de réemploi et de recyclage, d'attention portée à la biodiversité.*

De ce travail d'identification, doit pouvoir se réaliser des cartographies des métiers constituant la chaîne de valeur à l'échelle de la région.]

Texte ci-dessous devant figurer dans le contrat de filière]

[Le repérage des parcours d'artistes (artiste seul ou en groupe) mobilisés aux différents endroits de la chaîne en qualité d'interprète-créateur-auto-producteur, est un élément qui participe à l'identification de la filière]

[Se référer au document « cadre méthodologique » qui évoque les exemples suivants :

- *Formation,*
- *Création/production/diffusion Spectacle Vivant et phonographique,*
- *Analyse des publics, médiation, éducation artistique et action culturelle,*
- *Lutherie, construction et prestation,*
- *Médias]*
- *Stratégie ministérielle de responsabilité sociale, sociétale et environnementale du MCC 2016/2020.*

Article 5 : les enjeux d'intérêt général

[Chaque partenaire doit définir ses enjeux communs et spécifiques au regard des besoins des territoires ainsi que de l'action publique qu'il déploie. Ses enjeux donnent lieu à des objectifs et à

des dispositifs]

5-a : les objectifs

Ces objectifs devront être définis sur du long terme.

Cet alinéa présente les axes stratégiques communs aux signataires en direction de la filière définie ci-dessus et au regard du diagnostic]

[Se référer au document « cadre méthodologique » qui explicite les thématiques participant à la définition des objectifs et qui ne sont pas limitatifs :

- La problématique des populations*
- L'entrepreneuriat et les différents modèles économiques*
- La coopération, l'économie circulaire, la mutualisation au travers des dispositifs d'accompagnement et de formation*
- L'adaptation à la transition numérique*
- La présence artistique et la diffusion en milieu rural*
- La recherche d'un développement durable,*
- Autres]*

5 b : les dispositifs

[La liste des dispositifs mise en œuvre dans ce cadre correspondant à chacun des axes/enjeux définis. Ces derniers peuvent être transversaux ou spécifiques. Les dispositifs devront se décliner entre des aides au projet et des actions pérennes]

[Se référer au document « cadre méthodologique » qui explicite les exemples suivants et qui ne sont pas limitatifs :

- Accompagnement à des coopérations territoriales entre acteurs différents*
- Aide à la coproduction artistique*
- Analyse des publics*
- Connaissance des territoires*
- Soutien à l'exportation des artistes régionaux*
- Soutien à la professionnalisation des entrepreneurs et à la structuration d'activité ou d'entreprise*
- Autres.]*

Article 6 : la gouvernance

[La gouvernance est organisée autour des signataires financeurs du présent contrat. Un comité stratégique sera constitué (suivi stratégique et politique du contrat de filière) et comporte des

représentants de chacun des signataires.]

Le comité stratégique est piloté par les signataires (DRAC, Région, CNV et autres collectivités). Les financeurs disposent de voix délibérantes.

Le comité stratégique **associe des acteurs professionnels**, en fonction notamment de l'ordre du jour, en invitant des participants à ses réunions (réseaux, agences, représentants de structures...). Les professionnels disposent de voix consultatives.

[Nombre de voix égales entre financeurs - au minimum un représentant de chaque entité. Les partenaires doivent chercher la parité Femme/Homme]

Afin de s'assurer de l'effectivité du pilotage du contrat de filière, le comité stratégique doit se réunir régulièrement, au moins deux fois par an.

Ce comité s'assure de la mise en œuvre de la méthode de travail prospectif en définissant les modalités de concertation et les orientations budgétaires de l'allocation des fonds.

Il fait le bilan chaque année de la mise en œuvre du contrat.

Article 7 : le fonctionnement du contrat

À la suite du diagnostic, les parties prenantes au contrat établissent les modalités de coordination, de suivi, d'animation et d'observation.

7-a : la coordination et le suivi

[La composition des commissions d'attribution (instruisant les dossiers et distribuant les aides) avec des techniciens représentant les partenaires et plus largement des professionnels non signataires du contrat.

Les commissions prendront des formes variables en fonction des dispositifs.]

L'alinéa doit préciser qui reçoit les dossiers, les instruit et organise les commissions.]

7-b : l'animation

[Il est précisé dans cet alinéa qui est chargé concrètement de l'animation et qui fait le suivi des réflexions générales ou thématiques en lien avec les enjeux et les objectifs déclinés dans le contrat. L'animation s'appuie sur une observation continue permettant de définir des indicateurs.]

Article 8 : la communication

La communication relative aux actions menées dans le cadre du présent contrat de filière devra faire l'objet d'une concertation au moins annuelle dans le cadre du comité stratégique.

La participation de l'État, du CNV, de la Région XXX *[et autres signataires s'il y a lieu]*, est

mentionnée dans tous les supports de communication relatifs au contrat de filière.

Article 9 : la durée du contrat

[4 ans minimum]

Article 10 : le renouvellement

Au terme de la période d'exécution du contrat de filière, une évaluation couvrant l'ensemble des années XXX sera réalisée par les partenaires signataires et discutée au sein du comité stratégique, selon les modalités convenues dans l'article 12, afin d'apprécier le résultat de leur politique commune et d'envisager les perspectives de son renouvellement.

Article 11 : le financement

L'ensemble des partenaires financiers verse les moyens alloués au contrat à la région XXX ou à la DRAC XXXX qui en assure le suivi administratif.

[Si des fonds européens sont mobilisés, ils doivent être identifiés et précisés en tant que tels pour une meilleure lisibilité]

[A titre d'exemple :

L'objectif budgétaire visé représente un engagement annuel entre les partenaires de [...] € ainsi répartis et qui est susceptible de mobiliser des financements multiples (culture, économique, tourisme...) :

- *Etat / DRAC :*
 - *Au titre du programme Création (131), [...] € au titre du contrat de filière et [...] au titre des autres actions ;*
 - *Au titre du programme Livre et industries culturelles (334), [...] € au titre du contrat de filière et [...] au titre des autres actions ;*
 - *Au titre d'autres programmes de l'Etat ;*
- *Région : [...] € au titre du contrat de filière (sur des crédits culture ou autres) ;*
- *CNV : [...] € pour le contrat de filière ;*
- *ADEME ;*
- *Autres partenaires : [...] € ;*
-

Ainsi, sur la durée de la convention, l'effort financier de soutien direct au secteur des musiques actuelles au sein de la région [...], s'élèvera à près de [XYZ] euros sur [Z] ans. »]

Article 12 : l'évaluation

L'évaluation du contrat de filière doit être réalisée à échéance et si nécessaire un point d'étape peut être envisagé à mi-parcours.

La DRAC XX peut solliciter dans ce cadre le service de l'inspection de la Direction générale de la création artistique et le bureau des études et des évaluations économiques de la Direction générale

L'évaluation repose sur trois entrées fondamentales :
[Elles sont précisées dans le cadre de méthodologie]

- les métiers ;
- les territoires ;
- la régulation.

*[D'autres entrées plus spécifiques peuvent s'ajouter en fonction des territoires
Poser le principe d'une évaluation partagée entre les signataires
Lister les indicateurs d'évaluation partagés établis à la suite du diagnostic en lien avec les différents
objectifs et enjeux définis
Définir le calendrier de l'évaluation.]*

Article 13 : le recours

En cas de survenance d'un différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir, aux fins de conciliation, dans les trente jours qui suivent l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance des autres au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. En cas d'échec de la conciliation prévue ci-dessus, débouchant sur un litige entre les parties, celles-ci conviennent de porter l'affaire devant le Tribunal administratif de XXXXXX (juridiction compétente sur le territoire concerné).

Article 14 : la résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit avant son terme par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.